

## Communiqué des associations "Pavie, sachez qu'on va enfouir" et "Pour la fermeture définitive de la décharge du Mouréous Pavie"

"Le juge reconnaît le droit des tiers à se défendre contre les risques éventuels causés par les tirs de mine de Trigone"



Communiqué des associations "Pavie, sachez qu'on va enfouir" et "Pour la fermeture définitive de la décharge du Mouréous Pavie"

Dans ses ordonnances du 27/09/2016, le Juge du Tribunal de Grande Instance d'Auch n'a pas suivi l'avocat de Trigone (Syndicat mixte départemental de traitement des ordures ménagères) dans sa demande de se déclarer incompétent. Dans ses motivations, il reconnaît aux riverains le droit à expertise des conséquences de tirs de mine, rappelant le traumatisme de septembre 2013. Il déboute également Trigone de ses prétentions, entre autres, à faire reconnaître l'usage abusif des instances judiciaires par ces citoyens pour défendre leurs droits.

On touche là au fond du problème ; pour Trigone et ceux qui inspirent son action, il s'agit d'asphyxier financièrement et psychologiquement ceux qui, preuves à l'appui, dénoncent depuis des années l'inanité de l'implantation de cette décharge ainsi que ses effets sur l'environnement et sur les habitants de la zone, dans un rayon potentiellement dangereux de plusieurs dizaines de kilomètres.

Notre système républicain repose sur la séparation des pouvoirs. Il est réconfortant, pour les requérants et les associations qui les soutiennent, de constater qu'il y a un fonctionnement indépendant des magistrats du siège. Nous espérons qu'il en sera de même dans les recours que nous avons introduits devant le TA de Pau et la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux. Nous sommes également confiants dans l'action du parquet d'Auch, que nous avons saisi le 07/03/2016 par une plainte circonstanciée pour pollution par négligence de l'exploitant, pour apporter une réponse à la mesure des risques encourus par la population.

Pour le pot de terre, la lutte contre le pot de fer est longue, coûteuse et stressante ; mais c'est le prix à payer pour remettre à l'endroit le lien de confiance entre les citoyens et les décideurs, lien mis à mal dans ce dossier depuis de trop nombreuses années.

Jean-Manuel Fellana